



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

Plus que jamais, Convergeons par la mobilisation pour notre Sécurité sociale !

Alors que le gouvernement Bayrou a de nouveau dégainé le 49-3, pour empêcher le débat sur le PLFSS 2025 construit sur la base du projet Barnier et mis en minorité à l'Assemblée, plus d'une centaine de militant·es d'associations, de syndicats et d'organisations politiques ont débattu avec sérieux et engagement, le 1^{er} février à Montreuil. En effet, à l'appel de la Convergence nationale des Services publics, elles et ils se sont saisi·es de la proposition : « Convergeons pour la Sécurité sociale » pour échanger, confronter leurs analyses et propositions, et au final, plébisciter la voie de l'action.

Intensifier le débat national sur la 100 % Sécu

Le matin, le débat sur le thème « Pour la santé, engageons la bataille pour le 100% Sécu » a permis un échange contradictoire et respectueux des un·es et des autres autour de la place et le rôle des complémentaires santé, dont les mutuelles. Les arguments échangés vont permettre de pousser plus loin la réflexion partagée et établir une position commune. Les interventions liminaires avec celles des participant·es ont dégagé des exigences immédiates, telles que la suppression des restes à charge (RAC), des dépassements d'honoraires, afin d'éliminer des obstacles à l'égalité d'accès aux soins et d'intensifier un grand débat national sur la nécessité du 100 % Sécu pour tous les soins prescrits et efficaces. Dès maintenant, la démocratie en santé, avec les initiatives plurielles sur les territoires, doit jouer un rôle de levier pour élargir le débat.

Faire contribuer les revenus financiers

L'après -midi, le débat a porté sur la question essentielle « Pour un financement Sécu à la hauteur des besoins de retraite et d'autonomie »

Compte tenu de la distorsion indécente entre les moyens contraints accordés aux dépenses de santé et de retraite et de la libéralité du gouvernement actuel, comme les précédents, envers les détenteurs de capital, les interventions ont convergé vers l'exigence d'accroître les recettes de la Sécurité sociale : la question des exonérations des cotisations patronales a fait l'unanimité.

Réorienter l'argent vers les besoins de retraite et d'autonomie et plus largement vers le développement des capacités humaines, a fait l'objet d'un échange riche et majoritaire pour, dans l'immédiat, porter l'exigence de faire contribuer les revenus financiers, exigence qui grandit dans le pays.

Toutes et tous ont tenu à exprimer l'urgence à poursuivre ce nécessaire débat au sein de la Convergence, et au-delà, dans la recherche d'un rapport de force multiforme et offensif.

Se mobiliser ensemble

Pour ses 80 ans nous avons l'opportunité de montrer tout au long de l'année la lisibilité et la créativité de la Sécurité Sociale. Il y aussi la nécessité de se mobiliser pour démontrer toute la modernité de cette institution. Alors occupons en nous !

Dans l'immédiat, nous continuons à exiger l'abrogation de la réforme des retraites, jamais votée. Nous nous opposerons à toute nouvelle régression des droits des retraité·es, actuel·les comme futur·es. Alors que le gouvernement continue à préparer de nouvelles coupes budgétaires dans les dépenses publiques, nous continuons à exiger les moyens nécessaires pour la santé et l'autonomie.

Nous soutenons la mobilisation des organisations de retraité·es du 20 mars, les initiatives prises pour le 7 avril, journée internationale de la santé.

Déjà des jalons sont posés, pour des initiatives ultérieures de la Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des Services Publics : à Tours-du 22 au 27-avril, à Paris le 31 mai avec le village des services publics, et le 4 octobre à la Bourse du travail de Paris.